

APPEL À LA MOBILISATION DES RÉTRAITÉ(E)S

Alors que le pouvoir d'achat des retraités baisse depuis des années, le Gouvernement entend geler les pensions jusqu'en octobre 2015. C'est INACCEPTABLE ! Trop de retraités, et particulièrement des femmes, sont en dessous du seuil de pauvreté.

Il annonce d'autres mesures « d'économies » que nous ne pouvons accepter :

- 10 milliards « d'économies » pris sur l'assurance maladie : c'est une régression évidente dans l'accès aux soins !
- 11 milliards « d'économies » sur les autres secteurs de la protection sociale.
- 18 milliards « d'économies » sur le fonctionnement de l'Etat et 11 milliards pris sur les collectivités locales : c'est une nouvelle régression des services publics qui impactera l'ensemble de la société (recul des services de proximité, des transports...).

Les réactions négatives à ce plan d'austérité ont permis un infléchissement dérisoire pour les pensions inférieures à 1 200 €. L'éventuelle revalorisation du niveau de l'inflation au 1^{er} octobre 2014 est tout à fait insuffisante et n'améliorera pas la situation des retraités concernés.

Pour nos Organisations, la retraite n'est pas un privilège ou une prestation sociale. Elle est un droit obtenu par le travail et son niveau est directement le résultat des rémunérations perçues pendant la vie professionnelle et le nombre d'années cotisées.

L'aggravation de la baisse du pouvoir d'achat des retraités ne résoudra en rien les difficultés financières des régimes de retraites, ni ne favorisera le retour de la croissance. Ce sont la création d'emplois, la revalorisation des salaires, l'égalité des salaires des femmes, l'arrêt des exonérations de cotisations, l'élargissement de l'assiette à tous les revenus distribués par les entreprises qui créeront les ressources nécessaires. La politique accroissant l'austérité appellera d'autres reculs, alimentera la spirale infernale de la baisse de la demande, de la récession, des suppressions d'emplois et des baisses de cotisations... Il est urgent de mettre en place d'autres orientations économiques et budgétaires et un autre partage des richesses.

Depuis 1986, les réformes se sont succédé pour durcir les conditions d'obtention de la retraite et réduire le niveau des pensions : passage de 10 à 25 ans pour les salariés du privé, indexation des retraites sur les prix et non sur les salaires, décote, allongement des durées de cotisation... suppression de la demi-part supplémentaire aux veufs et veuves, fiscalisation brutale du supplément de 10% pour les retraités ayant eu 3 enfants ou plus et, depuis le 1^{er} avril 2013, instauration d'une taxe de 0,3% pour les retraités imposables. Cette contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA) a été de plus détournée de son affectation.

Refusons toute nouvelle dégradation. Pour nos Organisations, l'heure est à la mobilisation autour de ces revendications principales :

- Contre le gel des pensions et retraites.
- Pour l'amélioration du pouvoir d'achat de tous les retraités et le retour à la revalorisation annuelle des pensions et pensions de réversion.
- Pour que la Loi pour l'adaptation de la société au vieillissement soit déposée dès maintenant par le Gouvernement sur le bureau de l'Assemblée nationale, débattue et votée.
- Pour le développement de services publics de qualité, indispensables à l'ensemble des citoyens (transports, santé, etc...).

BILLET D'HUMOUR

Période électorale, c'est pour les âmes bien nées une période d'intenses débats.

Sans aucun doute une nécessité pour une démocratie bien organisée.

Comment organiser le débat sinon en acceptant que, avant le scrutin une idée en vaut une autre.

Le scrutin déterminant par la suite qu'elle est la vérité du moment pour une majorité de citoyens.

Dans ces conditions aurions nous les résultats de sondages mais surtout électoraux que nous connaissons ?

Non, bien sûr puisque là rien d'événementiel !

Doit-on pour intéresser les journalistes à leur travail et les obliger à le faire :

- sortir des petites phrases qui ne riment à rien,
- faire les pieds au mur,
- ou assassiner notre concierge ?

Il n'y a plus de propagande, ni d'information, c'est le règne de la communication pour nos autocrates patentés .

Pain béni pour les comiques !

Et comme dit le chansonnier heureusement « que nous aussi au village on a de beaux assassi-nats ».

Alors, comme dirait un autre chansonnier « en ligue, en groupe, en procession et tout seul à l'occasion » :

**MANIFESTONS !
MANIFESTONS !**

Jeudi 15 Mai. Toute la Fonction Publique en grève.

*L'austérité et le gel des salaires ça
suffit.*

L'austérité dans les dépenses publiques confirmée par le nouveau gouvernement Hollande est inacceptable. Alors que le chômage progresse et que la croissance s'affaiblit, le 1^{er} ministre poursuit et accentue une politique massivement rejetée par les français comme l'a confirmé le vote sanction lors des élections municipales. Les économies faites sur les salariés en général et les agents publics en particuliers sont injustes et inefficaces. Geler les salaires pendant 7 ans revient à opérer une baisse du pouvoir d'achat sans précédent. **La perte mensuelle sur la période par rapport à l'évolution des prix est d'environ 200 euros.** Tout cela pour financer le nouveau cadeau fiscal offert aux entreprises et notamment les plus importantes qui réalisent pourtant des bénéfices records.

Contrairement aux mensonges répétés à longueur de journée, les effectifs de la fonction publique n'ont pas progressé ces 20 dernières années. Sur la même période, les dépenses de l'état ont même diminué passant de 23% du PIB en 1992 à 20,7% en 2012. De même les rémunérations totales (salaires + retraites) représentaient 33% du budget de l'Etat en 1992 et seulement 28% en 2012. Voilà des vérités que l'on cache à l'opinion publique pour toujours taper sur les fonctionnaires.

Par contre avec les dernières mesures gouvernementales, les aides publiques accordées aux entreprises s'élèvent à 200 milliards d'euros par an sans aucune contrepartie sociale tandis que les dividendes juteux versés aux actionnaires restent au plus haut.

Les baisses importantes de dotations et de moyens aux collectivités locales, et aux hôpitaux seront autant d'investissements en moins alors qu'ils représentent 20% de la croissance du pays.

En Corse, le poids des services publics dans l'économie est considérable. La baisse du pouvoir d'achat d'un tiers du salariat de l'île a et aura des conséquences directes sur les chiffres du chômage. L'étranglement des budgets des collectivités locales a et aura des conséquences sur l'emploi et le statut des agents territoriaux.

Face à cette politique inacceptable 15 mai exigeons :

- **Une revalorisation immédiate du point d'indice.**
- **Des emplois statutaires pour faire face aux besoins.**
- **Le développement des garanties pour les contractuels.**
-

**Le 15 Mai
Rassemblement à 10H30 devant la
préfecture.**

SOCIETE GÉNÉRALE. DROIT DE RÉPONSE AU STC.

Dans un long communiqué, le STC tente de se justifier et menace de porter plainte contre la CGT ou les 2 salariés qui ont été victimes de violences. **Mais à aucun moment le STC ne condamne les violences subies par nos 2 camarades.** C'est assez étonnant pour un syndicat de salariés.

Sofia et Yoann ont tout fait depuis leur affectation en Corse pour éviter le moindre conflit et pour pouvoir vivre normalement. En décidant de parler suite aux derniers événements scandaleux qu'ils ont subi, la population **a enfin appris que Sofia est Corse et qu'elle aspire elle aussi à vivre et à travailler dans son pays.**

Malheureusement le climat malsain du à des revendications qui conduisent à opposer les salariés selon leur origine ou leur provenance, dans un contexte de chômage de masse peut conduire à de tels actes de violence.

La CGT a toujours fait le choix d'unir et de rassembler les salariés. Au plan national comme au sein de la Confédération Européenne des Syndicats nous militons avec d'autres pour une Europe sociale afin de combattre les idées dangereuses de xénophobie et le repli sur soi portées par des partis politiques d'extrême droite et nationalistes.

En Corse aussi le slogan du « tutti in seme » nous continuerons de le porter plus que jamais car c'est l'intérêt des salariés, chômeurs et retraités voulant vivre dignement et en paix sur l'île.

DEVELOPPONS ENSEMBLE

L'ESPRIT  SOCIETE
D'EQUIPE  GENERALE